

Le budget—M. Elzinga

M. Fisher: Monsieur le Président, c'est moi qui ai essayé d'interrompre le député tout à l'heure. Je n'aurais pas dû. Il a eu raison de me rappeler les règles de bienséance et je le prie de m'excuser. Je vais lui poser la question maintenant, plutôt qu'au milieu de son discours.

En tant qu'ancien président du parti progressiste-conservateur national, pourrait-il nous dire pourquoi son chef ne vient pas à la Chambre des communes? Pourquoi n'intervient-il plus pendant la période des questions? Pourquoi son chef ne participe-t-il pas au débat? Tout nouveau député a besoin d'un certain temps pour se familiariser, mais nous ne fuyons pas la Chambre, nous n'allons pas nous cacher. En réalité, nous avons plutôt l'habitude de nous jeter à l'eau que de nous sauver. On dirait qu'il s'est contenté de poignarder le député de Yellowhead (M. Clark) dans le dos puis de s'enfuir. Pourquoi?

M. Elzinga: Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir répondre au secrétaire parlementaire. Sur le plan personnel, j'ai toujours aimé le rencontrer, mais ce comportement vulgaire à la Chambre ne lui sied guère.

M. Mazankowski: Cela ne sied pas beaucoup à la Chambre des communes non plus.

M. Elzinga: Comme notre chef l'a déclaré, les gens comme vous sont capables de tous les coups bas. C'est en raison d'une attitude comme celle-là que les Canadiens vont se débarrasser de vous dès que vous aurez le courage de déclencher des élections.

Notre chef est fréquemment présent dans cette Chambre. Il a parlé régulièrement sur un grand nombre de sujets importants et il a posé des questions à tous les ministres. Ce qui est triste, c'est qu'aucun des occupants des banquettes ministérielles ne lui a jamais fourni de réponse décente.

M. Keeper: Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au député qui vient de parler. Aurait-il l'honnêteté d'admettre que les propositions économiques que son parti présente sont souvent des réductions d'impôt, intéressant notamment le secteur des affaires? C'est en fait ce que le parti libéral a fait, particulièrement dans le dernier budget. Il a donné plus d'échappatoires aux hommes d'affaires. Les libéraux et les conservateurs réagissent de la même façon lorsqu'il s'agit de faire des largesses à la grande entreprise ou en matière de politique économique. Pourrait-il expliquer cela?

M. Elzinga: Monsieur le Président, je serais on ne peut plus heureux d'y répondre. Le secteur des affaires ne fait pas confiance à l'administration libérale parce qu'elle ne cesse de changer les règles. Rien n'est prévisible dans les affaires au Canada.

Je voudrais répondre à la question du député en parlant de nos propositions financières. Comme je l'ai expliqué dans mon discours, on a dit de notre budget qu'il était le plus progressiste sur le plan social à avoir jamais été présenté au Canada depuis une dizaine d'années. C'est le Social Policy Planning Board of Canada qui lui a attribué ce qualificatif. Cet organisme a déclaré que c'était là le budget le plus progressiste, socialement parlant, qu'on ait présenté au Canada pendant la dernière décennie.

M. Simmons: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Pembina. Mon collègue, le secrétaire parlementaire, a obtenu sa réponse. Le député a dénoncé à cor et à cri le favoritisme, mais il a adroitement évité de répondre à la question. Mais je puis comprendre cela. Le député ne

devrait pas induire la Chambre en erreur. Il est notoire que le député de Central Nova (M. Mulrone) ne daigne se montrer dans cette enceinte qu'environ une fois la semaine, si l'on ne compte pas sa présence lors des mises aux voix. Mais cela, tout le monde le sait.

M. Elzinga: Vous avez déjà prononcé votre discours. Posez maintenant votre question.

• (1700)

M. Simmons: Il nous est permis au cours de cette période de poser des questions et de faire des observations, comme le député le sait assurément. C'étaient là mes observations. Voici maintenant ma question.

M. Mazankowski: Elle sera aussi insensée.

M. Simmons: Je comprends. Je cite les paroles du député et c'est pourquoi la question paraîtra insensée. Le député a soutenu qu'il fallait s'occuper tout spécialement des régions les plus éloignées du pays. Il s'est mis ensuite à nous parler des diverses parties du pays, en partant de l'Île-du-Prince-Édouard jusqu'à la Colombie-Britannique. Mais sait-il que Terre-Neuve est située, géographiquement parlant, à l'est de l'Île-du-Prince-Édouard?

Mais pour ce qui est de s'occuper tout spécialement des besoins des régions éloignées, peut-il nous expliquer ce qui a incité le député de Saint-Jean-Ouest à supprimer, dans son budget de décembre 1979, toutes les subventions, sans exception, accordées au secteur de la pêche avec petites embarcations dans la région de l'Atlantique, ainsi que le programme de création d'emplois à court terme? Le député peut-il nous expliquer en quoi son collègue s'est ainsi montré attentif aux besoins des citoyens de ce pays?

M. Elzinga: Monsieur le Président, je suis bien content d'entamer une discussion avec le député qui a soutenu lors de la période des questions qu'il était un homme à la bouche bionique qui ne se rattache à aucune forme connue de vie intelligente. Si je l'ai bien entendu, c'est ainsi qu'il a parlé de sa personne lors de la période des questions de tout à l'heure. Je n'ai pas à prendre la défense du député qui a été le ministre des Finances de notre parti durant notre bref séjour au pouvoir, car il en est parfaitement capable lui-même. Je tiens simplement à dire au député que de ce côté-ci de la Chambre, nous examinerons avec beaucoup de soin et de logique . . .

M. Simmons: Répondez à la question.

M. Elzinga: . . . la moindre des mesures politiques que nous préconiserons, au contraire de nos collègues d'en face qui font des promesses lors des campagnes électorales pour s'empresser de les rompre aussitôt après.

A titre d'exemple, les élections de 1974 où ils ont dû revenir sur leurs paroles au sujet de l'indexation des prix et des salaires; aussi la campagne électorale de 1972 où ils ont dû ravalier leurs promesses au sujet de l'indexation de l'impôt sur le revenu et des pensions. Il leur a également fallu revenir sur leurs promesses concernant la taxe d'accise de 18 cents alors qu'ils avaient promis à la population de l'essence à bon marché, et l'on sait que cette taxe équivaut aujourd'hui au quintuple du montant sur lequel nous avons bâti notre campagne.